

## HERVÉ MORIN, MINISTRE FRANÇAIS DE LA DÉFENSE, À PROPOS DE L'ASSASSINAT DES MOINES DE TIBHIRINE :

# «Nous n'avons pas trouvé trace de la note du général Buchwalter»

*François Buchwalter, le général français à la retraite qui, à travers une affabulation sur l'assassinat des moines de Tibhirine, s'essaya vainement à relancer la campagne pour le «qui-tue-qui ?» en Algérie, pourrait n'avoir, en vérité, jamais expédié, comme prétendu, une note à sa hiérarchie. Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a indiqué, hier, qu'aucune note de l'ex-attaché militaire en Algérie sur les massacres des moines de Tibhirine n'a encore été retrouvée au ministère de la Défense.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Après le président Sarkozy qui avait dit s'en tenir au communiqué n° 44 du GIA, dans lequel l'exécution des moines était annoncée et revendiquée, et après l'ambassadeur de France en Algérie qui a désengagé la France officielle des assertions de Buchwalter, c'est au tour du ministre français de la Défense, Hervé Morin, de jeter le discrédit sur l'ancien militaire en Algérie.

«J'ai eu une note hier (lundi, ndlr) disant qu'on n'a toujours pas encore retrouvé cette note, puisqu'elle date d'une bonne douzaine

d'années», a déclaré, en effet, Hervé Morin, hier, sur les ondes de la radio RTL, ajoutant que «c'est une note qui n'a pas été transmise au Quai d'Orsay, qui a été transmise à la direction du renseignement militaire (...), j'ai demandé aux services de retrouver cette note».

A sa manière, le ministre français de la Défense a noté la légèreté du tuyau que Buchwalter aurait envoyé. «Il n'y a aucune raison qu'on aille cacher une analyse faite par un attaché de défense qui était en poste en Algérie», a affirmé encore Hervé Morin,



Hervé Morin jette le discrédit sur Buschwalter.

soulignant que cette événementielle note «fait référence à

des gens qui auraient dit que, à des gens qui

auraient dit eux-mêmes que...».

Autrement dit, c'est la fameuse histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours. Il n'y a pas meilleure façon de souligner l'ubuesque dans la déposition de Buchwalter devant le juge Trévidic. Car, à bien comprendre Hervé Morin, même si la prétendue note existait, elle ne constituerait nullement une information, tant elle se résumerait à un colportage.

En effet, dans sa déposition devant le juge le 25 juin dernier, l'ancien attaché de défense au niveau de l'ambassade de France à Alger dit avoir été mis dans la confidence par un officier de l'armée algérienne qui, lui-même, tenait l'information de son frère, chef d'escadron, et qui aurait fait partie des patrouilleurs qui auraient mitraillé le bivouac des moines.

C'est par ce ouïe-dire que le général à la retraite avait tenté de raviver la

campagne du «qui-tue-qui ?». Mais ça ne pouvait que faire flop, tant il ne tombait pas sous le bon sens que 7 moines mitraillés depuis un hélicoptère puissent être touchés partout sauf au niveau de la tête.

D'ailleurs, les experts militaires, y compris des anciens de la DST, n'ont pas manqué de développer des contre-arguments techniques. Et, en plus de battre en brèche l'assertion du général, selon laquelle les corps des moines ont été dissimulés parce qu'ils portaient des impacts de balles, les experts ont noté qu'un hélicoptère ne se pose jamais en plein maquis pour identifier la cible qu'il vient d'abattre.

Même le commun des mortels n'est pas crédule au point de gober ce scénario à la «Platoon» d'un général qui se serait fait violence durant treize ans avant de soulager, dit-il, sa conscience torturée.

S. A. I.

## OUVERTURE DES PLIS DE L'APPEL D'OFFRES POUR LA PETITE ET MOYENNE MINE

# Vingt-six titres miniers attribués

*Vingt-six titres miniers ont été attribués, hier, pour des exploitations ou explorations de substances minérales industrielles (mines) lors de la séance d'ouverture des plis de l'appel d'offres pour la petite et moyenne mine qui s'est déroulée au siège du ministère de l'Energie et des Mines à Hydra.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le montant global des vingt-six soumissions est de 943 275 378,50 DA. Les offres les plus élevées concernent l'exploration de deux carrières de calcaire situées respectivement à Gaâdet-Sidi-Abderahmane dans la wilaya de Mascara et Santouh dans la wilaya de Béjaïa. Les offres de ces deux soumissions sont respectivement de 418 000 000,00 de dinars et 426 000 000,00 de dinars. Il est à noter,

également, que sur les vingt-six titres miniers, une quinzaine concerne la substance du calcaire, alors que le reste des titres se répartit sur la dolomie, le gypse, le grès quartzueux, le sable et l'argile. Sur un autre chapitre, les wilayas concernées sont notamment celles situées au sud du pays, à l'image de Ghardaïa, Illizi, alors qu'à l'ouest, on trouve principalement les wilayas de Tiaret, Saïda, Relizane.

La wilaya de Béjaïa s'est distinguée par l'exploration de sa carrière de fer située à Bou-Amerane, alors que seuls deux titres d'exploitation ont été attribués à deux entreprises pour l'exploitation du calcaire au niveau de deux carrières situées dans les wilayas de Sidi-Bel-Abbès et Bordj-Bou-Arréridj. Selon le président du conseil d'administration de l'Agence nationale du patri-

moine minier, «l'évolution de l'attribution de titres miniers par voie d'adjudication, depuis son lancement en l'an 2000, a enregistré une croissance positive d'une année à une autre». D'après la même source, «au 31 décembre 2008, 27 sessions d'adjudication ont été réalisées et ont permis l'attribution de 978 sites miniers dont 575 en exploration et 403 en exploitation, et ces opérations d'adjudication ont permis de générer plus de 7 milliards de dinars, versés au Trésor public».

S'exprimant devant la presse à l'issue de cette séance, la troisième en 2009 concernant la petite et moyenne mine, le président du conseil d'administration de l'ANPM, M. Abdelkader Benyoub, a indiqué qu'«une campagne d'assainissement» du domaine minier national a été lancée au début de

2009 par les directions régionales de l'Agence.

Plusieurs titres miniers ont été retirés depuis le lancement de cette campagne pour diverses raisons, notamment l'expiration des délais d'exploitation de ces titres, a précisé M. Benyoub. Un délai de 12 mois est accordé par l'ANPM aux propriétaires de titres miniers pour procéder à l'exploration ou l'exploitation des sites dont ils disposent, a-t-il rappelé en ajoutant que nombre de ces propriétaires ont dépassé les délais sans avoir lancé leurs activités. A propos du nombre exact de titres retirés lors de cette campagne, M. Benyoub s'est contenté d'affirmer qu'un bilan préliminaire de cette opération sera établi à la fin du premier semestre 2009.

A. B.

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

# Priorité aux compétences nationales

*Soutenir la créativité et les capacités nationales semble constituer, enfin, la priorité du plan d'action des pouvoirs publics. L'Algérie a finalement décidé de donner la chance à ses compétences. Sous la recommandation du Premier ministre, ces dernières devront être prioritaires en vue d'être associées à la dynamisation de la recherche scientifique et du développement technologique.*

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - En vue de prendre en charge les préoccupations économiques nationales, les secteurs d'activité nationaux doivent impérativement associer les experts nationaux.

Ainsi, selon la dernière recommanda-

tion du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, pour la concrétisation des programmes nationaux de recherche scientifique, ces secteurs doivent faire appel aux compétences nationales avant de s'adresser aux étrangers. C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, en marge de l'ouverture des premières assises nationales sur la recherche scientifique. Selon le ministre, le pays doit développer «le compter sur soi». Par ailleurs, pour la mise à niveau du secteur de la recherche scientifique, une enveloppe de cent milliards de dinars a été allouée à ce secteur pour les cinq prochaines années. Cette enveloppe, préci-

sera le ministre, servira pour la réalisation, entre autres, d'unités de recherche et le recrutement de personnels spécialisés selon les besoins. Ainsi, trente-quatre projets sont en voie de lancement, après évaluation des besoins dans toutes les wilayas. Le ministre, tout en estimant que notre pays en matière de recherche scientifique doit faire d'avantage d'efforts, a souligné que l'Algérie a enregistré, ces trois dernières années, 20 000 publications scientifiques contre 15 000 en 2007.

«Cela nous a permis de nous classer en bonne position par rapport à nos voisins» a estimé l'intervenant. En matière de brevets d'invention au premier semestre 2009, il a été enregistré 1 961

brevets. Concernant le classement par spécialités (sciences de la matière, de la modélisation et de la simulation), l'Algérie occupe la deuxième place au niveau continental après l'Afrique du Sud. «Cet effort sera renforcé avec le recrutement de nouveaux chercheurs, qui viendront s'ajouter aux 22 000 existants», a précisé Harraoubia. Par ailleurs, les assises nationales de la recherche scientifique, auxquelles participent des chercheurs et responsables d'une cinquantaine de centres et unités, devront aboutir à des recommandations «fermes», ainsi qu'à la mise en place d'un plan d'action pour les établissements de recherche.

S. A.